

Médaille de la famille « française »

Ou le revers de la médaille

De nombreuses municipalités de France remettent régulièrement la Médaille de la Famille Française (de la Famille tout court depuis 2004, être français étant exclu du langage courant) à des mères méritantes, dont le mérite, justement, est de donner naissance à une progéniture nombreuse, et de l'élever avec dévouement et dignité. Or nombre de ces mères de familles dites « françaises » sont aujourd'hui représentées par des femmes maghrébines, dont certaines vouées à la reproduction cuniculicole (mères lapines), cela dans le seul but de contribuer au grand remplacement par la surnatalité extra-européenne ; d'ailleurs, les photos officielles montrent surtout des musulmanes en habit d'origine, couvertes du foulard, laissant voir clairement qu'elles ne se sont pas proposées d'elles-mêmes pour recevoir la récompense, mais qu'elles ont été téléguidées par les milieux islamistes cherchant à imposer les principes et les règles de la charia dans notre pays. Honte aux Maires de France qui n'hésitent pas, pour des raisons bassement électoralistes, à se rendre complices de telles scandaleuses manipulations.

À l'origine, le principe de cette distinction a sa raison d'être et se comprend. Il faut la relier au contexte de sa création, en 1920, sous le Bloc national (Chambre bleu horizon... donc de « droite ») ; à cette époque, il fallait encourager les naissances pour compenser les terribles pertes humaines consécutives à l'orgie meurtrière de la Grande Guerre de 14-18. Aujourd'hui, on ne comprend plus très bien les raisons d'un tel dispositif nataliste, sachant que cette médaille est attribuée sans distinction à des femmes immigrées de religion musulmane, dont la fécondité est quasiment une obligation « religieuse » ou plutôt charianesque, et n'a absolument plus rien à voir avec l'objet initial de cette distinction ; d'autre part, les Françaises d'aujourd'hui n'attendent pas une médaille pour décider d'avoir ou non des enfants, ni le nombre désiré. Disons-le franchement, cette institution n'a plus aucune raison d'être et paraît bien obsolète de nos jours, sauf à y voir un effet de l'activisme électoral des maires qui sont prêts à toutes les trahisons, à toutes les compromissions pour conserver leur fauteuil municipal.

Comment participer ? Il suffit à la lauréate de postuler, sur proposition d'un tiers ou par décision du maire. Tout cela à l'air bien organisé, bien traficoté... On voit mal des femmes originaires des sables du désert, des savanes ou de la jungle, concourir spontanément pour la Médaille de la Famille « Française », si quelqu'un n'est pas derrière pour leur montrer le chemin à suivre, les démarches à entreprendre, puis les encourager à se porter candidates ; un quelqu'un qui jouerait le rôle du « tiers ». À partir de là, toutes les suppositions sont possibles, y compris les imams et leurs séides pour tirer profit de la fécondité « naturelle » de leurs femmes et la montrer en exemple, surtout si elles s'y mettent à deux ou trois polygameuses pour soutenir l'impétrante.

Sur le site internet de la Fédération Nationale de la Médaille de la Famille Française (FN-MFF) figurent deux onglets. L'un est dédié aux photos, l'autre aux vidéos. Surprise : les deux sont vides... Cherchez l'erreur !

Sur le même site internet, j'ai saisi le texte suivant. Il est tristement révélateur d'une terrible, d'une tragique réalité qu'on s'efforce de nier, d'occulter :

« Un avortement toutes les 27 secondes. Un divorce toutes les 30 secondes. Près d'un million de naissances en moins par rapport à 1980. L'avortement est la principale cause de mortalité en Europe, avec le cancer. Telles sont quelques-unes des données recueillies par l'O.N.G. "Institut de Politique Familiale" (IPF), contenues dans le "Rapport sur l'Évolution de la Famille en Europe en 2008" »

Le rapport de l'IPF a été présenté le 7 mai dernier au Parlement européen, lors des célébrations de la Journée de l'Europe et de la journée internationale de la Famille. L'évolution démographique de l'Europe a enregistré une croissance de 14,2 millions de personnes entre 2000 et 2007 dont 12 millions, soit 84%, sont représentés par des immigrés. L'Italie dispose d'une croissance naturelle négative de 0,2 millions mais d'une immigration positive de 2,9 millions. Trois nouveaux immigrés sur cinq arrivant en Europe s'établissent en Espagne ou en Italie mais les prévisions indiquent que, malgré l'afflux d'immigrés, à compter de 2005, la population européenne [de souche ?] commencera à diminuer.

Le pourcentage de jeunes diminue de manière impressionnante. Les jeunes de moins de quatorze ans étaient au nombre de 94 millions en 1980. On en a compté 74 millions en 2007, soit une perte nette de 20 millions de jeunes. En revanche, la population d'âge supérieur à 65 ans qui était de 57 millions en 1980, a atteint les 80 millions de personnes en 2007. La Bulgarie, l'Allemagne, la Slovénie, et l'Italie sont les pays qui ont le moins de jeunes. Dans le même temps, l'Italie, l'Allemagne et la Grèce sont les pays comptant le plus grand nombre de personnes âgées.

La situation des nouvelles naissances est, quant à elle, dramatique. En 2007, elles sont inférieures de près d'un million (920 089) à celles de 1982. En revanche, la fécondité est de 1,56 enfant par femme, c'est-à-dire inférieure au taux nécessaire pour atteindre la croissance zéro qui est de 2,1 enfants par femme. En comparaison, la fécondité aux États-Unis est de 2,09 enfants par femme. La France avec 2, l'Irlande avec 1,93, la Suède avec 1,85 et le Royaume-Uni avec 1,84 sont les pays disposant en Europe du plus haut taux de fertilité. Les Espagnoles, les Italiennes et les Néerlandaises sont les femmes qui mettent au monde leur premier enfant le plus tardivement.

L'avortement cause chaque année en Europe la perte d'une population équivalente à celle du Luxembourg, de Malte, de la Slovénie et de Chypre réunis. Un enfant conçu sur cinq, soit 20% du total, ne voit jamais le jour. Des 6 390 014 grossesses de 2006, 1 167 683 se sont achevées par un avortement. Les avortements en France, au Royaume-Uni, en Roumanie, en Italie, en Allemagne et en Espagne représentent 77% du total. L'Espagne à elle seule a doublé le nombre de ses avortements entre 1996 et 2006.

Le nombre des mariages est en chute libre : entre 1980 et 2006, leur nombre a diminué de 737 752. Les Européens se marient peu et toujours plus tardivement. La moyenne d'âge est de 31 ans pour les hommes et de 29 ans pour les femmes. Un enfant sur trois naît hors des liens du mariage soit 1 766 733, sur un total de 5 209 942 naissances enregistrées en 2006 (33,9% du total).

On a compté plus d'un million de divorces par an, soit un divorce toutes les 30 secondes. De 1996 à 2006, le nombre de divorces a été 10,1 million et le phénomène a concerné près de 15 millions d'enfants. La Belgique, le Luxembourg et l'Espagne représentent les pays avec le plus fort taux de divorces : un divorce pour deux mariages. Les familles sont toujours moins nombreuses : elles comprennent 2,4 membres en moyenne alors que 54 millions de personnes vivent seules.

*Face à ce tableau désolant, le rapport de l'IPF relève un manque d'attention envers la famille de la part des institutions européennes. En effet, même si la Commission européenne compte cinq vice-présidences et vingt-et-un Commissaires, aucune de ces structures n'est chargée de la famille. **“L'Observatoire pour les politiques familiales”, créé en 1989, a été dissous en 2004** [souligné par nous] et remplacé par « l'Observatoire pour la Démographie et la Situation sociale). **Sur un total de 95 Livres verts rédigés depuis 1984 par l'Union européenne, aucun ne traite de la famille.** Pour ces raisons, l'IPF demande le développement de politiques publiques soutenant la famille, faisant finalement de la famille une priorité politique, en*

incorporant la perspective familiale dans l'ensemble des politiques et des programmes de l'Union européenne, reconnaissant et soutenant le droit de la famille dans tous les milieux, spécialement en ce qui concerne la procréation, l'entretien et l'éducation des enfants.

*Dans le rapport de l'IPF, il est également demandé de créer un **“Institut pour la Famille”** au sein de la Commission européenne, d'inviter les pays membres à instituer un **Ministère pour la Famille**, d'élaborer un Livre vert sur la famille et de promouvoir un Pacte européen pour la Famille, ainsi que le recommande le Comité économique et social de la Communauté européenne. »*

Un Institut européen pour la Famille ?... Un Ministère de la Famille pour chaque pays membre ?... Mais vous n'y pensez pas !... L'Europe supranationale a été créée pour dézinguer les peuples et les nations européennes ; alors la famille, vous vous en doutez bien, c'est leur dernier sujet de préoccupation, sinon pour l'éliminer !... Vos intentions sont fort louables, braves gens, mais vous vous faites de douces illusions sur le sens des déterminations réelles des bureaucrates de l'Union Européenne et de ses membres...

Qu'on le prenne comme on voudra, ce document révèle un véritable plan d'élimination des populations de souche européennes par la destruction de la famille et la généralisation de l'avortement, disons plutôt l'institutionnalisation de celui-ci, dans le cadre et la mise en œuvre d'un projet perfide de grand remplacement des populations autochtones. Sur une augmentation de la démographie européenne de 14 millions de personnes en 7 ans, 84 % est dû à l'immigration ! Mais chose ahurissante et qui ne nous surprendra pas, c'est la première fois qu'un rapport allant dans ce sens ose écrire, donc le reconnaître, que « L'AVORTEMENT EST LA PRINCIPALE CAUSE DE MORTALITÉ EN EUROPE AVEC LE CANCER » ; que « *L'avortement cause chaque année en Europe la perte d'une population équivalente à celle du Luxembourg, de Malte, de la Slovénie et de Chypre réunis.* » ; que « *Un enfant conçu sur cinq, soit 20% du total, ne voit jamais le jour.* » Même si cet organisme n'est pas public (mais que veut dire « public » aujourd'hui ?), et bien qu'il ait des accointances avec l'ONU, il fallait avoir le courage de le dire ; il fallait oser le proclamer ; venant d'administratifs généralement plutôt timorés, c'est rare et ils ont osé ! Encore un tabou qui saute ; voilà qui est édifiant... et qui remettra du baume au cœur des partisans anti-avortement.

Le même site de la Fédération Nationale de la Médaille de la Famille Française, au moment où je rédige cette chronique, défend honorablement les valeurs de la famille... C'est une présentation un peu sommaire, mais l'essentiel y est... Et pour l'instant, il n'y est pas question, jusqu'à nouvel ordre, de PACS, de mariage homosexuel, d'adoption, d'homoparentalité, de théorie du genre, de PMA, de GPA, et de je ne sais quelles autres horreurs sorties des cuisines infernales de Satan ! (1) J'aimerais savoir si les aimables dames qui président à cette institution se sentent à l'aise quand elles ont sous les yeux des photos présentant des mères de familles nombreuses, toutes maghrébines, sauf une ou deux, en présence du premier magistrat des villes concernées par ce type de cérémonie officielle... Est-ce pour cela que les onglets photos et vidéos sont vides ? Encore une observation : le rapport de l'IPF a disparu du site internet quelques temps après ma première visite : vérité insupportable car politiquement trop incorrecte ?

Petit souvenir. Quand j'étais gamin (dans les années 1950-60) il rentrait dans la famille un hebdo local tendance catho, tenant une rubrique régulière d'annonces relatives à l'état-civil, très classiquement intitulée : « Nos joies, Nos peines » ; donc naissances et décès. Ces rubriques paraissaient, jadis, surtout dans les publications locales, proches des habitants. Il arriva un jour que la rubrique *Nos joies* (si l'on ose dire !) ne contint plus que des noms et prénoms maghrébins ; et en face, dans la rubrique décès *Nos peines* (réelles) ce n'était que noms et prénoms aux sonorités locales bien de chez nous. Il y avait là un sérieux problème de vases

communicants entre, d'un côté, le remplissage du monde par le canal de la fécondité migratoire, et de l'autre, le vidage du monde par le congédiement de nos anciens, appelés à comparaître devant le tribunal de Dieu. Je n'ai certainement pas été le premier ni le seul à remarquer ce genre d'anomalie. Si vous remplissez de tord boyaux un tonneau de grand cru par le haut, pendant qu'il se vide par le bas, il arrivera un moment où l'étiquette ne correspondra plus à l'identité du contenu originel. Et la France ne devra plus s'appeler la France. En attendant ce jour de gloire, ce qui devait arriver arriva : la rubrique nécrologique disparût avec celle des naissances. Subitement. Comme le rapport ci-dessus. Le phénomène fut généralisé dans le même temps et toucha toute la presse locale de France. C'est bien connu des « journalistes » stipendiés et bien dans leur mentalité : la meilleure façon de supprimer un problème gênant, c'est de ne pas en parler ou d'affirmer qu'il n'existe pas (occultation des faits).

Quelques décennies plus tard, je rencontrai une jeune femme française de souche, mère de... 12 enfants ! Grossesses non subies, mais désirées et acceptées avec joie : rare ; ce désir se vérifiait à son joli teint de pêche quelle conservait malgré les couches successives. En fait, cette personne, très catholique, relevait avec son mari une sorte de défi familial à la vie et à la société ; il y avait autant d'amour que de militantisme dans leur démarche de couple. Je me permis de lui demander si elle avait été honorée de la médaille de la famille nombreuse ; elle me répondit que non, et ajouta de façon cinglante : « Si on me la proposait, je la refuserais... Je n'ai pas l'intention d'entrer en compétition avec les musulmans. J'ai mis au monde des enfants pour en faire des hommes et des femmes dignes, des Français, des chrétiens, respectueux et respectés ; pas pour en faire des fanatiques de l'islam et les envoyer tuer les infidèles. » Avis au maire du lieu où réside cette dame : surtout ne pas lui proposer la Médaille de la Famille, vous ne seriez pas le bienvenu, ni le bien compris.

L'organisme gérant la Médaille de la Famille Française est affilié à l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales) ; ce regroupement associatif mastodonte, comme l'Éducation dite nationale, fédère 65 mouvements familiaux regroupant plus de 8000 associations auxquelles adhèrent 800 000 familles ; si l'on comprend la famille comme famille-foyer, cela veut dire que 3 à 5 millions de personnes dépendent socialement de ces organismes. La République tient bien son petit peuple... Gare le jour où le lait et le miel ne couleront plus telle l'eau du robinet, des généreuses mamelles de l'État-providence...

Petite observation au passage ; on est quand même étonné qu'avec l'Éducation nationale et ses 900 000 enseignants, avec l'UNAF et ses milliers de familles associées, sans compter le reste, il y ait encore tant de malaise dans notre société, tant de divorces, de familles éclatées, recomposées, dénaturées, tant de délinquance à tous les étages de la société (en *jean* ou en col blanc), d'inadaptés sociaux, de déviants, de dépravés, d'individus à la dérive, d'assistés sociaux (les cassos) temporaires ou permanents, etc. D'où vient le mal ? À qui la faute ? Quel est le remède ? Si le lecteur n'a pas de réponse spontanée qui lui vient à l'esprit, c'est qu'il a beaucoup de retard à rattraper...

Décidément, la République, ce n'est pas bon pour le moral. (2011)

1. Avec l'arrivée au gouvernement de l'équipe socialo-communiste tendance libérale-libertaire du socialiste Hollande, un dossier traitant de la question de l'idéologie du genre a fait son apparition sur le site de la FN-MFF, certains chapitres étant cependant en accès réservé. Évidemment, on ne pouvait s'attendre à moins de la part de ces éradicateurs sociaux que sont les républicains ; on aimerait cependant comprendre le rapport qui existe entre la famille et cette sulfureuse et non moins fumeuse « théorie du genre » qui a justement pour but de détruire la famille, et cela sur un site dédié à la défense de la famille... nombreuse. Au moins cette prétendue théorie n'apparaît-elle pas encore dans la rubrique « Nos valeurs ». À noter que le lgbtisme, le wokisme, toutes les perversions et autres pathologies qui découlent de ces comportements déviants, ont depuis déferlé sur la France.
